

# Généralistes : des voix contre le désert médical

Après sa grève mi-mars, le syndicat MG France en congrès à Lille.

Par **ERIC FAVEREAU, HAYDÉE SABERAN** *Libération* le 29/03/2010

•

Situation tendue, rapports exécrables. Entre le ministère de la Santé et le monde de la médecine libérale, rarement les relations auront été aussi mauvaises. Et c'est un comble car le monde médical est plutôt traditionnellement de droite. Nicolas Sarkozy, lors de sa brève déclaration après la défaite de l'UMP aux élections régionales, mercredi dernier, a concédé qu'il allait s'«occuper de la médecine libérale», après s'être penché sur l'hôpital.

Le contexte est, en tout cas, très compliqué. Un grand nombre de jeunes diplômés de médecine ne veulent plus s'installer, cherchant d'autres formes d'exercice. Qui plus est, la démographie est défavorable pour les dix ans à venir et fait craindre le développement de véritables déserts médicaux en France, non seulement dans des régions peu peuplées mais aussi dans les banlieues des grandes villes (lire ci-contre).

Ce week-end, se tenait à Lille le congrès de MG France, le plus important syndicat de médecins généralistes. Le 11 mars, cette organisation avait lancé une journée de grève, «pour sonner l'alarme devant la disparition annoncée de la médecine générale». Dans un entretien mis en ligne samedi sur [Libération.fr](http://Libération.fr), le président de MG-France, le Dr Claude Leicher, estime que «la situation est dramatique. Sur 100 médecins formés, moins de 10% vont s'installer en libéral. Si rien n'est fait, c'est la fin de la médecine de ville.» Pourtant, dans les couloirs du congrès à Lille, samedi, pas un pour dire qu'il n'aime pas ce boulot. Mais en attendant la ministre de la Santé, Roselyne Bachelot, ils racontent pourquoi seuls 10% des jeunes généralistes ont envie d'être à leur place.

**2 000 euros par mois.** «Si on vous donne le choix entre 35 heures et 60, vous faites quoi ? Y'a pas photo.» A Lyon, dans le quartier populaire où exerce Florence Lapica, 35 ans, les médecins partent. «Certains en retraite, d'autres en burn-out, d'autres se salarient.» Le dernier exemple : un praticien confirmé à qui on a reproché de prescrire des arrêts de travail trop longs. «Mais pour une douleur lombaire, on ne va pas arrêter autant de jours une secrétaire ou un maçon. On ne travaille pas sur des moyennes, mais sur des humains.» Le Dr Lapica est à quatre jours par semaine, pour 2 000 euros par mois. Dix heures et demie par jour, pause sandwich «en faisant des papiers administratifs. Moins bien payée que les médecins salariés, sans couverture sociale correcte». Et des tâches toujours plus «complexes» : «Hospitaliser à domicile, appeler les infirmières, commander une ambulance, prévenir la famille. Si quelqu'un supporte mal une chimio, organiser une prise de sang en urgence. C'est dans nos compétences, mais cette complexité, personne ne la rémunère.» Elle propose : «Pourquoi pas un forfait pour le suivi d'un cancer ?»

Généraliste à Douai, Fabienne Billiaert pense que son métier est valorisant : «Une vraie spécialité, très agréable. Les gens sont reconnaissants. Mais les pouvoirs publics, non.» Alors elle invente. Elle va s'installer en «maison pluridisciplinaire», avec des sages-femmes, des infirmiers, «pour les tâches d'éducation à la santé, les vaccins ...». Déjà, elle s'occupe d'un réseau «périnatalité» avec vingt professions autour de la femme enceinte. «On partage les tâches, on fait comprendre des choses sans se contredire.» Parfois plus. «Si une femme enceinte me dit : "dans deux mois, j'ai plus de logement", on fait intervenir l'assistante sociale.»

Valorisant ? Eric-Emmanuel Grison, 42 ans, médecin à Aouste-sur-Sye, près de Montélimar, dans la Drôme, a commencé comme gastro-entérologue, avant de bifurquer généraliste, après une année humanitaire au Cambodge. «Ce qui me motivait, c'était le patient, dans sa globalité.» Alors un an

d'études en plus. *«Avant, je voyais arriver le patient au stade de la cirrhose. Maintenant, je le vois en amont, quand il souffre psychologiquement, et risque de basculer. C'est là que je peux agir.»* Il travaille trop, ils sont deux dans son village, pour 3 500 habitants. Alors il va bientôt passer de 50 heures à 40 par semaine, perdre un tiers de salaire pour gagner en qualité de vie, voir grandir sa fille de 8 ans, et être *«meilleur»* médecin : il monte aussi une *«maison»*, avec infirmiers, dentistes, ostéopathe, et d'autres médecins qui arrivent. *«Dix fois moins cher que les urgences, avec, en plus, la prévention, et le suivi. Notre travail est rentable. Mais s'il n'y a personne pour le faire ?»*

**«Colère».** Même rentables, certains se battent pour les moyens. Jean Gautier, dans les Deux-Sèvres, a monté un réseau avec une centaine de médecins et une vingtaine d'infirmiers. *«Évalué, il a fait ses preuves»*, assure-t-il. Mais les fonds, qui servent surtout à salarier les infirmiers, sont chaque année remis en cause. *«On ne se plaint pas, on ne menace pas. La menace, elle vient toute seule.»* En gros, selon MG France, 3 000 départs de généralistes en retraite par an au niveau national, et 300 arrivées. Dans l'amphi, à la tribune, Claude Leicher, président de MG France, grand et sec, dit sa *«colère»* : *«La France peut-elle se payer un système de santé sans généralistes ?»* Quelques minutes plus tôt, au repas, il avait fait le tour des tables pour demander à ses confrères de recevoir la ministre sans quolibets.

La voilà, veste noire, nœud du Sidaction à la boutonnière. Crispée. Applaudie. Elle n'annonce rien, sinon qu'elle comprend que les généralistes veuillent se recentrer sur leur *«cœur de métier»*, et qu'on pourra réfléchir à *«des modes de rémunération»*. Depuis l'amphi, une voix tonne : *«Nous n'avons pas été entendus !»* C'est Guillaume de Gardelle, médecin à Saint-Pourçain-sur-Sioule, en Auvergne. Il explique : *«On sera moitié moins dans quinze ans. Je suis à 30 patients par jour, c'est déjà trop. Et je dis aux gens "non, je ne veux pas vous prendre pour être votre médecin traitant."»*

Claude Derail, 61 ans, sourit. A cheval sur l'hôpital local - qui n'emploie que des généralistes - et son cabinet, à Buis-les-Baronnies, dans la Drôme, il ne prenait quasi jamais de vacances jusqu'à l'arrivée d'un jeune couple de médecins belges et le départ en retraite de son associé, devenu... son remplaçant. *«Lundi, je prends une semaine. Je vais enfin m'occuper de mon jardin, de mes oliviers, et de ma femme.»*